

FICHES THÉMATIQUES

Le commerce de gros

2.3 Centrales d'achats et intermédiaires du commerce

Un peu plus de 27 000 entreprises (soit environ 22 % des entreprises du commerce de gros) exercent une activité d'**intermédiaires du commerce** en 2003. Elles génèrent un chiffre d'affaires de 90 milliards d'euros et emploient environ 97 000 personnes, soit respectivement 16 % et 9 % de l'ensemble du commerce de gros.

Le secteur des intermédiaires du commerce recouvre de fortes disparités. Les **centrales d'achats** sont peu nombreuses (seulement 3 % des intermédiaires du commerce) mais réalisent plus des trois quarts du chiffre d'affaires des entreprises du secteur des intermédiaires du commerce. Ce sont souvent des sociétés de capitaux dont le chiffre d'affaires hors taxes moyen excède 90 millions d'euros, ce qui est sans commune mesure avec les autres entreprises du secteur qui n'atteignent pas 1 million d'euros de chiffre d'affaires en moyenne. Les centrales d'achats appartiennent très fréquemment aux groupes de la grande distribution, et jouent un rôle majeur dans les politiques d'achat des réseaux. Leur chiffre d'affaires est issu pour environ 9 % de facturation de services, et pour 91 % de revente de marchandises sur laquelle la

centrale prélève un faible taux de marge commerciale (de 1 % à 5 % de la valeur facturée).

Sur la période 2000 - 2005, le volume des ventes de marchandises de l'ensemble du secteur des centrales d'achats croît en moyenne de 4,8 % par an, soit un peu plus rapidement que l'ensemble du commerce de gros (3,1 % par an). Sur cette même période, les ventes des centrales d'achat alimentaires augmentent de 3,3 % contre 6,7 % pour les ventes des centrales d'achat non alimentaires. Les **intermédiaires du commerce** – hors centrales d'achats – aussi appelés « agents », correspondent souvent à de petites entreprises. Ces intermédiaires emploient en moyenne 3 personnes contre 11 pour les autres entreprises du commerce de gros. Leur chiffre d'affaires se compose de commissions et de ventes de marchandises qui sont essentiellement des ventes pour compte de tiers sur lesquelles ils prennent en moyenne une marge de 7 à 10 %.

Les détaillants sont très largement les principaux clients des intermédiaires du commerce : ils achètent environ 70 % des ventes ; suivent les grossistes (près de 24 %) et les utilisateurs professionnels (5 %). ■

Définitions

Les **intermédiaires du commerce** (51.1A à 51.1U) sont une composante du commerce de gros. Selon la définition donnée par la nomenclature d'activités et de produits française (NAF), ce groupe comprend les activités des intermédiaires du commerce de gros qui mettent en rapport acheteurs et vendeurs ou qui exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers sans être eux-mêmes propriétaires des marchandises : commissionnaires, courtiers, agents commerciaux, représentants non salariés, centrales d'achats, etc.

Les **centrales d'achats** (51.1P et 51.1U) sont des intermédiaires du commerce qui répondent à deux finalités : l'approvisionnement d'entreprises commerciales de la grande distribution et de petits commerçants affiliés, et l'approvisionnement d'activités non commerciales dans certaines configurations de groupes (filiale commerciale d'un groupe industriel par exemple).

Les services rendus aux adhérents par la centrale d'achats sont multiples : sélection et référencement des produits, négociation du prix d'achat aux producteurs, entreposage et livraison des produits, prise en charge du paiement – assorti souvent d'une garantie – des factures de leurs fournisseurs, etc. Les centrales d'achats se rémunèrent pour partie par la facturation de services qui inclut les cotisations des adhérents, pour une autre partie par la perception d'une marge commerciale correspondant à un faible taux de marge. Lorsque la centrale d'achats est intégrée, on ne peut effectuer de valorisation comptable de cette fonction exercée en interne dans l'entreprise de distribution.

Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2005 », *Insee Première* n° 1079, mai 2006.
- « Le commerce en 2004 », *Insee Première* n° 1023, juin 2005.

Centrales d'achats et intermédiaires du commerce 2.3

Les chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes / chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations / achats de marchandises (%)	Exportations / ventes de marchandises (%)
Centrales d'achats	799	37	4,7	72 339	90,7	52,6	4,4	1,0
centrales d'achats alimentaires	244	67	1,5	40 138	90,4	52,5	2,3	0,9
centrales d'achats non alimentaires	555	24	8,8	32 201	90,9	52,6	7,2	1,1

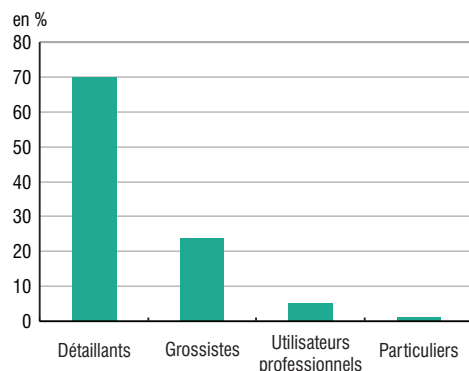
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Chiffre d'affaires HT* (M€)	Valeur ajoutée (M€)	Entreprises qui investissent (%)
Intermédiaires du commerce (hors centrales d'achats)	26 544	3	17 294	4 447	29,1

* Le chiffre d'affaires des intermédiaires du commerce est essentiellement constitué de commissions ou de ventes de services

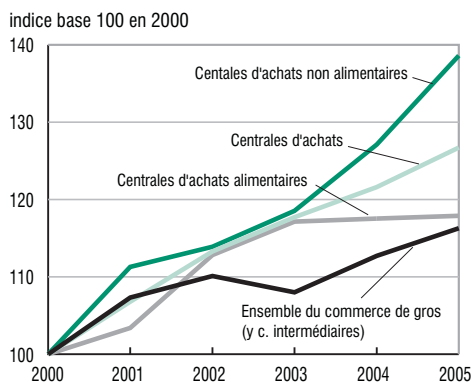
Source : Insee, déclaration annuelle de données sociales (2003).

Les clients des intermédiaires du commerce



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Évolution du volume des ventes de 2000 à 2005



Source : Insee, comptes du commerce.

Emploi total

	Personnes occupées	Proportions de salariés
Intermédiaires du commerce	97 210	70,1
centrales d'achats	29 494	85,3
autres intermédiaires	67 716	63,4

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprises dans le commerce (2003).

Emploi salarié

	Proportion de femmes (%)	Temps partiel (%)
Intermédiaires du commerce	42,2	7,2

Source : Insee, déclaration annuelle de données sociales (2003).

Les plus grandes entreprises

par ordre alphabétique

AVENTIS PHARMA DISTRISERVICES

CARFUEL

EURAUCHAN

FNAC SA

I T M SUD EST F

L'UNION DES COOPERATEURS INDÉP EUROPÉENS

SCA PÉTROLE ET DÉRIVES

SOC D'IMPORTATION LECLERC

SYSTEME U - CENTRALE RÉGIONALE EST

SYSTEME U CEN REG OUEST DIM SYST U OUEST

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

2.4 Produits agricoles bruts

Le secteur du **commerce de gros de produits agricoles bruts** compte 6 500 entreprises en 2003, soit 5 % des entreprises du commerce de gros. Elles emploient environ 56 500 personnes, dont en moyenne 90 % de salariés à temps complet. Les entreprises du secteur sont majoritairement des petites unités : seules 7 % d'entre elles emploient 20 salariés et plus.

L'ensemble des entreprises du commerce de gros de produits agricoles bruts réalisent, en 2003, un chiffre d'affaires de 45 milliards d'euros, soit 8 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. L'essentiel du chiffre d'affaires est produit par les grossistes en **céréales et aliments pour bétails** (67 %) et par les grossistes en **animaux vivants** (28 %). Le commerce de gros de **fleurs et plantes**, de **cuirs et peaux** et de **tabac non manufacturé** contribue pour seulement 5 %.

L'activité du secteur est tributaire de la politique agricole commune (Pac) de l'Union européenne, des crises sanitaires et des conditions climatiques. En 2005, les ventes de marchandises du secteur augmentent fortement, + 5 % en volume, marquant ainsi un retour à la croissance après deux années de baisse. Cette progression est uniquement le

fait des grossistes en céréales et aliments pour bétail (+ 8,7 %) : ils ont profité de la croissance de la production agricole en 2004 due à des conditions climatiques bien meilleures en 2004 qu'en 2003 et à la réduction de moitié du taux de gel des surfaces.

En 2003, 59 % des ventes du secteur sont destinées aux utilisateurs professionnels et 25 % à d'autres grossistes. Les utilisateurs professionnels sont majoritairement des producteurs : en particulier, des industriels du secteur agroalimentaire qui achètent des animaux vivants pour l'abattage et des céréales pour l'alimentation générale ou la fabrication d'aliments pour bétails, ou encore des agriculteurs qui se fournissent principalement en semences pour leurs cultures et en aliments pour bétails pour leurs élevages.

20 % des ventes du secteur sont exportées, la plus grande part vers les pays de l'Union européenne. 75 % de ces exportations sont assurées par les grossistes en céréales et aliments pour le bétail et 21 % par les grossistes en animaux vivants. Si le secteur exporte, en revanche il se fournit essentiellement en France : seuls 5 % de ses achats de marchandises sont importés. ■

Définitions

Le secteur du **commerce de gros de produits agricoles bruts** comporte 5 activités :

- l'activité de commerce de gros de **céréales et d'aliments pour le bétail** (51.2A) : elle comprend la vente en gros de céréales, de semences et plants, d'oléagineux, d'aliments pour le bétail et de matières premières agricoles diverses ;
- l'activité du commerce de gros de **fleurs et plantes** (51.2C) : elle concerne le commerce de graines, bulbes, oignons à fleur, plants de pépinières ou greffons ;
- l'activité du commerce de gros d'**animaux vivants** (51.2E) : elle porte sur le négoce d'animaux sur pied destinés notamment à l'abattage, l'engraissement et l'élevage ;
- l'activité de commerce de gros de **cuirs et peaux** (51.2G) ;
- l'activité de commerce de gros de **tabac non manufacturé** (51.2J).

Le commerce de gros de produits agricoles bruts est fortement dépendant de la politique agricole commune (Pac) menée par l'Union européenne : l'accord de Berlin, adopté le 26 mars 1999, fixe les objectifs de la Pac pour les premières années de la décennie 2000. Cet accord prévoit notamment une baisse des prix garantis par l'Union européenne pour les rapprocher des prix du marché international de la viande bovine et des céréales.

Pour en savoir plus

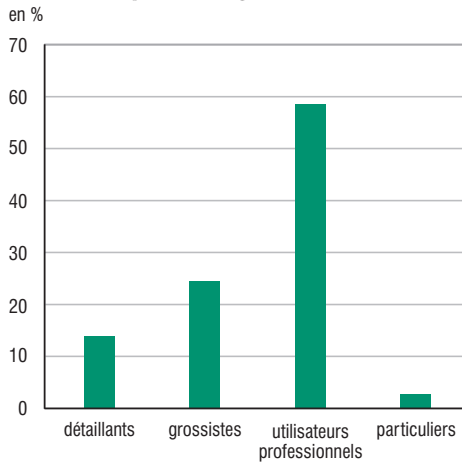
- « Le commerce en 2004 », *Insee Première* n° 1023, juin 2005.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2003 », *Insee Résultats* n° 21 sur papier et cédérom, juin 2005.
- « Les entreprises du commerce de détail et du commerce automobile en 2002 », *Insee Résultats* n° 15, sur papier et cédérom, août 2004.

Les chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
Produits agricoles bruts	6 486	9	11,9	45 099	95,5	60,9	5,2	20,2
commerce de gros de :								
céréales et aliments pour le bétail	2 320	16	13,0	30 301	95,1	62,7	6,1	22,6
fleurs et plantes	870	7	27,0	1 400	97,3	49,4	30,4	2,5
animaux vivants	3 108	4	7,6	12 792	96,2	64,1	0,6	15,0
cuir et peaux	174	5	18,3	473	98,7	38,5	14,8	49,9
tabac non manufacturé	14	20	5,8	134	98,4	64,3	13,4	50,0

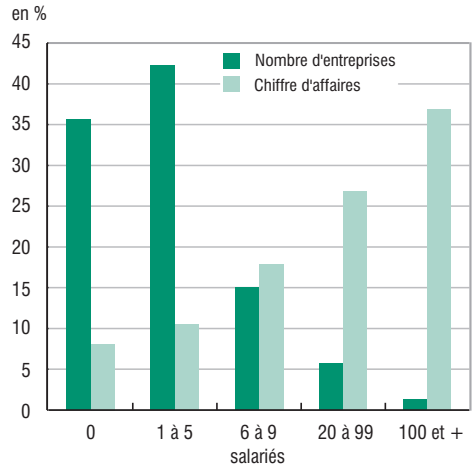
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Les clients du commerce de gros de produits agricoles bruts



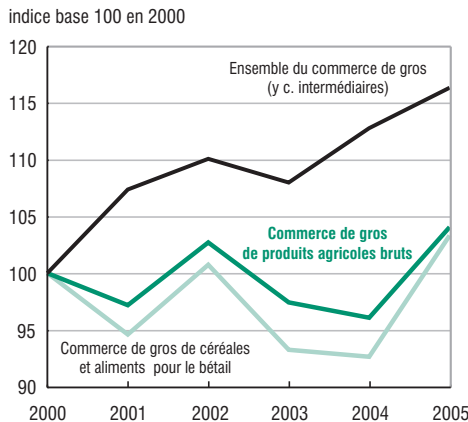
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Nombre d'entreprises et % du chiffre d'affaires réalisé selon l'effectif salarié



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Évolution du volume des ventes de 2000 à 2005



Source : Insee, comptes du commerce.

Les plus grandes entreprises

par ordre alphabétique

AGRALYS UNION

CARGILL FRANCE

CHAMPAGNE CÉRÉALES

COOPÉRATIVE AGRICULTEURS BRETAGNE

ÉPIS CENTRE

LECURIEUR SA

LOUIS DREYFUS NÉGOCE

SOUFFLET NÉGOCE

TERRENA

UNION INVIVO

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

2.5 Produits alimentaires

Le **commerce de gros de produits alimentaires** compte 16 000 entreprises en 2003 soit 13 % des grossistes. Elles réalisent plus de 100 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit 19 % du chiffre d'affaires du commerce de gros et emploient 193 000 personnes, soit 17 % de l'emploi total du commerce de gros. Ce sont surtout des unités de petite taille : seules 12 % d'entre elles emploient 20 salariés et plus mais celles-ci concentrent plus des deux tiers du chiffre d'affaires.

Le secteur comprend le commerce en gros de **produits frais** (fruits, légumes, produits laitiers, etc.) et le commerce en gros de **produits alimentaires hors produits frais** (boissons, sucre, etc.). Une entreprise du secteur sur trois est un grossiste en boissons et une entreprise sur cinq un grossiste en fruits et légumes. En termes de chiffres d'affaires, les principaux sous-secteurs sont le commerce de gros de produits laitiers, œufs et huiles (20 milliards d'euros en 2003), le commerce de gros de boissons (18 milliards) et celui de fruits et légumes (17 milliards).

Au début des années 2000, l'activité du secteur a été perturbée d'abord par des restructurations d'entreprises qui ont déplacé certaines activités commerciales vers le commerce de détail, puis par la crise de la « vache folle » et enfin par la succession de conditions climatiques défavorables pour les fruits et légumes. Ainsi, de 2000 à 2003, le volume des ventes des grossistes en produits alimentaires a diminué de 5 % contrairement à celui de l'ensemble des grossistes (+ 8 %). Depuis

2004, la situation s'améliore : l'activité des grossistes en produits alimentaires augmente de 1 % en 2005 après + 2,3 % en 2004. Malgré la bonne tenue des ventes des grossistes en produits laitiers (+ 2,3 % en 2005), les ventes des grossistes en produits alimentaires frais stagnent en 2005. En revanche, les ventes des grossistes en autres produits alimentaires progressent de 1,4 %. L'activité des grossistes en boissons progresse de 1,2 % en 2005 après deux années de croissance à un rythme annuel moyen de 4,5 %. Celle-ci est pénalisée par la stagnation de la consommation intérieure en boissons alcoolisées et par le faible dynamisme des exportations de vins.

Les principaux clients du secteur sur le marché intérieur sont pour 72 % d'autres revendeurs, notamment des grossistes (40 %) et des détaillants (32 %). Les autres clients sont des utilisateurs professionnels pour 26 % (agriculteurs, artisans, industriels de l'agroalimentaire). L'emprise des grossistes sur la distribution de produits nationaux a tendance à se réduire avec l'essor des centrales d'achats de la grande distribution qui achètent directement auprès des producteurs ou mettent en place leurs propres unités de production.

Les exportations du secteur s'élèvent à 11,7 milliards d'euros en 2003 dont 57 % à destination de l'Union européenne. Elles représentent, en 2003, 11,4 % du chiffre d'affaires total du secteur. Les importations s'élèvent à 8,6 milliards d'euros, soit 11,1 % des achats de marchandises, et proviennent à 77 % de l'Union européenne. ■

Définitions

Le **commerce de gros de produits alimentaires** regroupe les entreprises spécialisées dont l'activité principale est l'une des suivantes :

- le commerce de gros de **produits frais** : fruits et légumes (51.3A), viandes de boucherie (51.3C), produits à base de viande (51.3D), volailles et gibiers (51.3E), produits laitiers, œufs, huiles (51.3G), poissons, crustacés et mollusques (51.3S) ;
- le commerce de gros de **produits alimentaires hors produits frais** : boissons (51.3J), tabac (51.3L), sucre, chocolat et confiserie (51.3N), café, thé, cacao et épices (51.3Q), produits alimentaires spécialisés divers (produits de boulangerie, biscuits, biscottes, produits diététiques, etc.), produits surgelés (51.3V), produits alimentaires non spécialisés (51.3W).

Pour en savoir plus

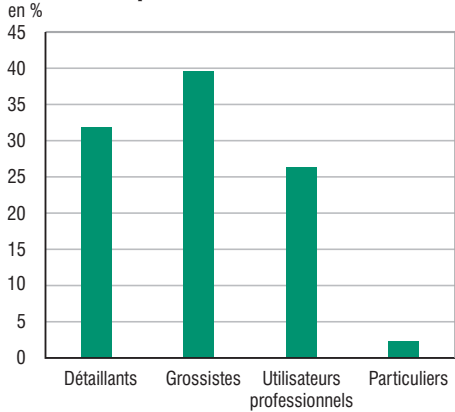
- « Le commerce en 2005 », *Insee Première* n° 1079, mai 2006.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2003 », *Insee Résultats*, Économie n° 21, sur papier et cédérom, juin 2005.

Les chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
Produits alimentaires	15 896	12	20,8	103 151	95,3	54,6	11,1	12,0
Commerce de gros de :								
produits alimentaires frais	6 657	13	16,8	48 963	96,6	62,7	9,5	11,0
autres produits alimentaires	9 239	12	24,5	54 187	94,1	48,7	12,7	12,8

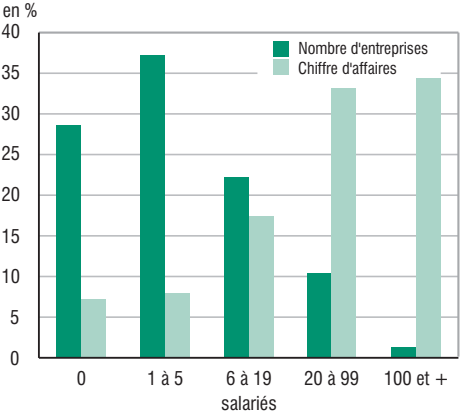
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Les clients du commerce de gros de produits alimentaires



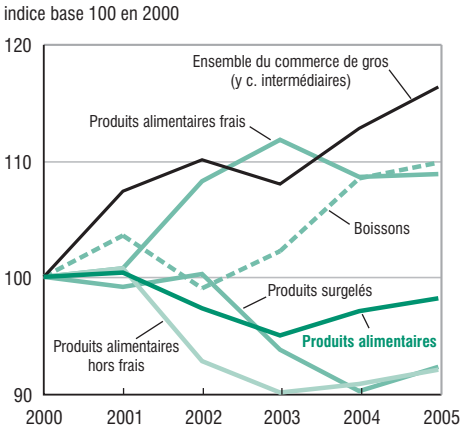
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Nombre d'entreprises et % du chiffre d'affaires réalisé selon l'effectif salarié



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Évolution du volume des ventes de 2000 à 2005



Source : Insee, comptes du commerce.

Les plus grandes entreprises

par ordre alphabétique

DISTRIBUTION LEADER PRICE SNC

GÉNÉDIS

GROUPE LACTALIS

LACTALIS BEURRES ET FROMAGES

MÉTRO CASH & CARRY FRANCE

PHILIP MORRIS FRANCE SA

POMONA

SOC DIFFUSION INTERNAT AGROALIMENTAIRE

SUCRES ET DENRÉES

UNILEVER BESTFOODS FRANCE

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

2.6 Les marchés d'intérêt national

Les **marchés d'intérêt national** sont des pôles agroalimentaires de commerce de gros importants, où toutes les formes de la distribution alimentaire peuvent s'approvisionner régulièrement. Leur mission est de répondre aux besoins de tous les circuits de commercialisation (en particulier du commerce indépendant de proximité), d'assurer la pluralité des circuits de distribution alimentaires des produits frais, de participer au maintien des secteurs traditionnels (ceintures vertes des zones urbaines, entreprises familiales, commerce de proximité, etc.), de rapprocher la production de la distribution et de contribuer activement au développement régional.

Le réseau des marchés d'intérêt national est constitué de 17 sites, soit du Nord vers le Sud : Lille, Rouen, Rungis, Strasbourg, Angers, Nantes, Bordeaux, Lyon, Grenoble, Agen, Toulouse, Montpellier, Avignon, Cavaillon, Châteaurenard, Marseille et Nice. Le Min de Rungis, qui réalise la moitié des transactions de l'ensemble, bénéficie d'un rayonnement international.

En 2005, les opérateurs des Min ont commercialisé plus de 4,6 millions de tonnes de produits alimentaires et réalisé un chiffre d'affaires global de plus de 12 milliards d'euros, auprès de plus de 55 000 clients réguliers.

Différents modes d'achat sont accessibles : marchandises emportées ou livrées, paiement comptant ou différé, prix affichés ou négociés. L'activité des Min, qui représente plus de 25 000 emplois permanents, est restée en 2005 pratiquement au même niveau que l'année précédente, ce qui peut être considéré comme un résultat relativement satisfaisant compte tenu du ralentissement des dépenses alimentaires des ménages. Les Min offrent des débouchés réguliers à près de 4 000 producteurs indépendants et participent à la promotion des produits locaux. Ils constituent un réseau national de plateformes logistiques réparties dans les principales zones de consommation.

La nouvelle réglementation, issue de l'ordonnance du 25 mars 2004 et du décret du 19 décembre 2005, a replacé les collectivités territoriales au cœur du dispositif. Ce sont les régions qui décident du classement d'un marché en Min ; les communautés urbaines, communes ou départements délèguent la gestion du service public aux gestionnaires dont ils approuvent les statuts, contrôlent la gestion et valident les plans du marché. Les Min sont délimités par une enceinte close et dotés, pour 16 d'entre eux, d'un **périmètre de référence**. ■

Définitions

Les **marchés d'intérêt national** (Min) visent à réunir en un même lieu des vendeurs, qu'ils soient grossistes, producteurs ou importateurs de produits agricoles et alimentaires frais, et des acheteurs, qui sont des détaillants, des commerçants vendant sur les marchés, des restaurants traditionnels et collectifs, mais aussi des centrales d'achat de la grande distribution trouvant sur les Min des produits spécifiques et/ou un approvisionnement de dépannage.

Le **périmètre de référence** est une zone géographique, qui peut s'étendre sur quelques communes autour du marché, dans laquelle l'implantation et l'exercice de l'activité de gros de certains produits, dits « de référence », est contrôlée. Les produits de référence, variables d'un Min à l'autre, sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés du commerce et de l'agriculture. Ils sont, pour l'essentiel, les fruits et légumes, les produits de la mer et d'eau douce, parfois les produits horticoles, les produits laitiers et avicoles ou les produits carnés. Son but principal est de promouvoir le marché physique des produits agricoles et alimentaires périssables autour des grands centres de consommation.

Pour en savoir plus

- Articles L. 730-1 à L. 730-16 du code du commerce.
- Ordonnance n° 2004-274 du 25 mars 2004.
- Décret 2005-1595 du 19 décembre 2005.
- Arrêté du 13 janvier 2006 des ministères du Commerce et de l'Agriculture qui fixe les conditions de demande de classement en Min et les modalités de leur gestion.

L'activité des marchés d'intérêt national en France en 2005¹

Principales données par secteur d'activité	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Fruits et légumes						
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	64	66	71	72	66	67
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	3 649	3 575	3 646	3 590	3 561	3 530
Chiffre d'affaires des opérateurs (en M€)	4 900	5 100	5 500	5 800	5 500	5 600
Viandes et produits carnés						
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	10	10	11	11	10	10
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	401	387	406	394	385	382
Chiffre d'affaires des opérateurs (en M€)	1 600	1 700	1 500	1 600	1 700	1 750
La marée						
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	15	15	18	18	19	19
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	193	181	175	176	182	192
Chiffre d'affaires des opérateurs (en M€)	900	1 000	1 000	975	950	960
Autres produits alimentaires épicerie sèche, produits traités						
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	20	20	20	21	20	20
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	299	234	236	302	288	288
Chiffre d'affaires des opérateurs (en M€)	1 200	1 300	1 400	1 375	1 700	1 705
Fleurs, plantes et accessoires						
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	14	15	20	20	18	18
Chiffre d'affaires des opérateurs (en M€)	400	400	500	450	475	475
Libre-service de gros²						
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	3	4	5	5	5	5
Chiffre d'affaires des opérateurs (en M€)	100	200	200	260	175	155
Autres activités des Min³						
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	29	30	25	25	27	27
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	259	264	261	71	276	225
Chiffre d'affaires des opérateurs (en M€)	1 300	1 400	1 600	1 750	1 375	1 452
Ensemble						
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	155	159	170	171	165	166
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	4 800	4 642	4 724	4 533	4 692	4 617
Chiffre d'affaires des opérateurs (en M€)	10 400	11 100	11 700	12 210	11 875	12 097

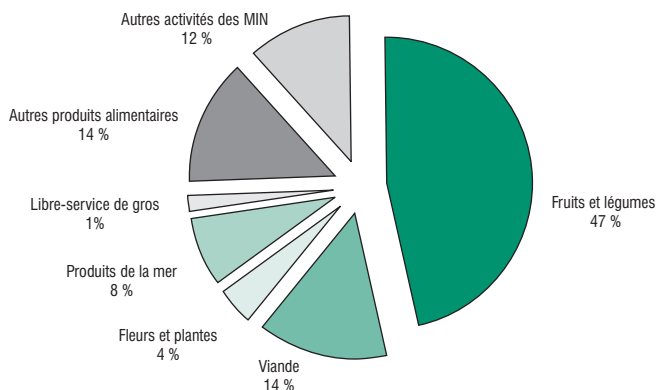
1. Non compris le Min de Châteaurenard, non adhérent à la FFMIN.

2. Grandes surfaces pratiquant essentiellement le commerce de gros.

3. Transport, entreposage, restauration, services bancaires, etc.

Source : rapports annuels de la Fédération française des marchés d'intérêt national.

Répartition du chiffre d'affaires des Min par secteur d'activités en 2005¹



1. Hors résultats du Min de Châteaurenard

Source : rapports annuels de la Fédération française des marchés d'intérêt national.

2.7 Biens de consommation non alimentaires

Le secteur du **commerce de gros de biens de consommation non alimentaires** compte près de 28 000 entreprises en 2003, soit 22 % des entreprises du commerce de gros. Ce sont majoritairement des entreprises de petite taille : plus des trois quarts d'entre elles ont moins de 5 salariés.

Elles emploient environ 217 000 personnes, dont 96 % de salariés. Le temps partiel, quoique sensiblement plus élevé qu'en 2001 demeure assez peu pratiqué (15,8 % de l'emploi salarié en 2003 contre 12,6 % en 2001).

Le chiffre d'affaires du secteur s'élève à 100,8 milliards d'euros, soit environ 18 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. Plus du tiers du chiffre d'affaires du secteur est réalisé par les grossistes de **produits pharmaceutiques**.

La décélération des ventes du commerce de gros en biens de consommation non alimentaires se poursuit en 2005 (+ 4,7 % en volume après des évolutions autour de + 5,5 % en 2003-2004 et surtout des croissances supérieures à 7 % dans les années 2001-2002). La progression des ventes des grossistes en produits pharmaceutiques reste soutenue (+ 5,2 % en 2005), mais est en net ralentissement par rapport aux années précédentes. À l'inverse, la croissance du commerce de gros

des autres produits est plus prononcée (+ 4,4 % en 2005 contre + 3,1 % en 2004) en grande partie grâce aux ventes des grossistes en électroménager et radiotélévision et en entretien et aménagement de l'habitat.

Globalement, le taux de marge commerciale du commerce de gros de biens de consommation non alimentaires est de 27 %. Il est particulièrement élevé chez les grossistes de **produits pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat** (44,2 %) et chez les grossistes en **parfumerie et produits de beauté** (43,9 %). Le taux de marge des grossistes en **produits pharmaceutiques** (18,5 %) est faible comparé à celui des autres grossistes du secteur. En effet, les marges sur les médicaments remboursables sont régulées depuis 1990 selon un système de marge dégressive lissée.

Ce sont majoritairement les détaillants qui assurent la vente finale des biens de consommation non alimentaires. Leur part dans la clientèle des grossistes est particulièrement forte surtout pour ceux spécialisés en **textile, habillement, chaussure et vaisselle**. Les officines pharmaceutiques achètent les deux tiers des produits vendus par les grossistes en produits pharmaceutiques. L'autre clientèle importante est celle des services de santé publics et privés. ■

Définitions

Le secteur du **commerce de gros de biens de consommation non alimentaires** se compose :

- du commerce de gros de **produits pharmaceutiques** (51.4N), qui comprend aussi la distribution de médicaments aux officines et le commerce de gros de matériel médico-chirurgical ou orthopédique et de fournitures dentaires ;
- du commerce de gros d'**autres biens de consommation non alimentaires** qui regroupe le commerce de gros de **textiles** (51.4A), le commerce de gros d'**habillement** (51.4C), le commerce de gros de la **chaussure** (51.4D), le commerce de gros d'**électroménager** et de **radiotélévision** (51.4F), le commerce de gros de **vaisselle** et de **verrerie de ménage** (51.4H), le commerce de gros de **produits pour l'entretien** et l'**aménagement de l'habitat** (51.4J), le commerce de gros de **parfumerie** et de **produits de beauté** (51.4L), le commerce de gros de **papeterie** (51.4Q), le commerce de gros de **jouets** (51.4R), et les **autres commerces de gros de biens de consommation** comprenant notamment le commerce de meubles, de tapis, bijoux, articles de sport, etc.

Pour en savoir plus

- « Les entreprises du commerce de gros », *Insee Résultats*, Économie n° 21, sur papier et cédérom, 2005.
- « Le commerce en 2005 », *Insee Première* n° 1079, mai 2006.

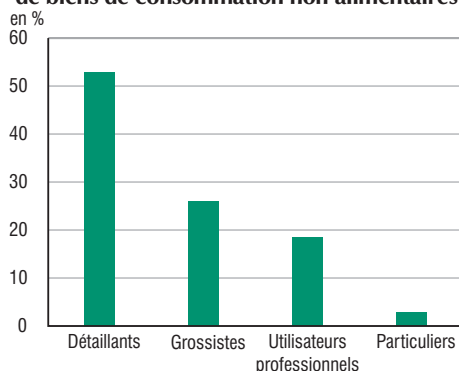
Biens de consommation non alimentaires 2.7

Les chiffres clés

	Nombre d'entrep.	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
Biens de consommation non alimentaires	27 816	8	27,0	100 767	96,3	47,8	30,7	14,5
Commerce de gros de :								
textiles	1 906	5	31,7	3 144	97,3	45,8	44,3	19,7
habillement	5 014	7	32,7	10 918	96,3	50,4	45,0	13,7
chaussure	471	7	33,0	1 521	98,0	54,8	64,7	14,3
électroménagers et radiotélévision	1 556	11	20,8	12 077	92,9	54,9	50,7	14,9
vaisselle et verrerie de ménage	251	12	34,8	805	97,4	43,8	45,0	10,9
prod. pour l'entretien et l'aménagement de l'habitat	1 141	9	44,2	2 598	98,7	46,7	33,2	5,0
parfumerie et produits de beauté	1 287	9	43,9	6 140	92,0	36,2	51,1	24,1
produits pharmaceutiques	2 296	19	18,5	34 401	97,3	53,1	13,6	14,4
papeteries	1 105	15	34,8	3 882	96,7	50,5	18,8	4,0
jouets	290	14	32,5	2 573	98,8	62,4	49,5	8,8
autres biens de consommation	12 499	5	31,0	22 708	97,0	45,8	33,9	15,5

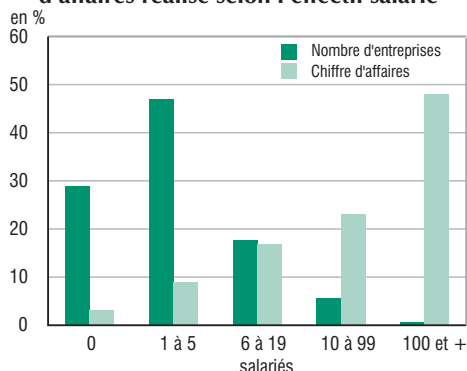
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Les clients du commerce de gros de biens de consommation non alimentaires



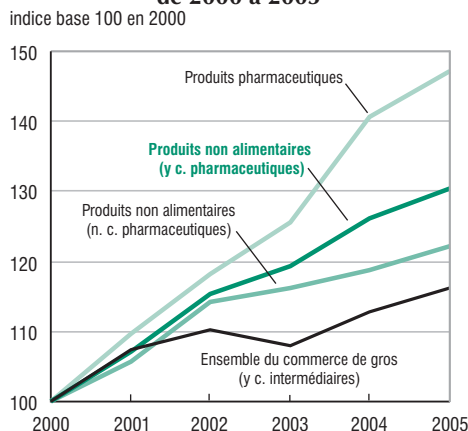
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Nombre d'entreprises et % du chiffre d'affaires réalisé selon l'effectif salarié



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Évolution du volume des ventes de 2000 à 2005



Source : Insee, comptes du commerce.

Les plus grandes entreprises

par ordre alphabétique

ALLIANCE SANTÉ
 AVENTIS INTERCONTINENTAL
 CONFRAT EXPLOIT ET RÉPART PHARMACEUTIQUE
 COOP EXPL RÉPARTITION PHARMACEUTIQ ROUEN
 LOUIS VUITTON MALLETTIER
 OCP RÉPARTITION
 PROCTER GAMBLE FRANCE
 SAMSUNG ÉLECTRONICS FRANCE
 SANOFI PHARMA BRISTOL-MYERS SQUIBB
 THOMSON MULTIMEDIA SALE EUROPE

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

2.8 Produits intermédiaires non agricoles

En 2003, le commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles compte plus de 15 000 entreprises et emploie 226 000 personnes dont 94 % sont des salariés. Le chiffre d'affaires du secteur est de 97 milliards d'euros environ, soit 18 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. En moyenne, les entreprises de ce secteur sont plus importantes en taille que celles des autres commerces de gros (15 personnes occupées par entreprise contre 9 en moyenne pour le commerce de gros). De plus, la concentration y est forte puisque les entreprises ayant plus de 20 salariés (13 % des entreprises) réalisent plus des deux tiers du chiffre d'affaires du secteur. L'activité des entreprises de ce secteur, très liée à la conjoncture dans la construction et la production manufacturière, semble marquer le pas en 2005 après une augmentation de 2,3 % en 2004. Ce sont surtout le commerce de gros de métaux et celui de produits chimiques qui ralentissent l'activité de l'ensemble du secteur. Le commerce de gros de produits chimiques a connu en 2004 une baisse d'activité (- 4 % en volume). Cette baisse s'amplifie en 2005 (- 7%), du fait de la forte augmentation des cours du pétrole. Ce repli s'explique par ailleurs par la baisse de la demande en engrais et produits phytosanitaires liée au recul de l'activité de l'agriculture. L'évolution du négoce des métaux est erratique : après une hausse de 2,5 % en 2004, les ventes des entreprises du secteur chutent de 13 % en 2005 du fait du ralentissement économique général et de la hausse des prix de vente.

L'activité des entreprises du commerce de gros de produits pour l'installation de l'habitat et la construction reste bien orientée. Dans le commerce de gros de fournitures pour plomberie et chauffage, les ventes progressent en 2004 de 5 %, mais seulement autour de 2,5 % en 2005. Les ventes du négoce de matériaux de construction et d'appareils sanitaires sont en hausse de plus de 2 % en 2005 après une hausse de 8 % en 2004. Ces deux secteurs bénéficient de la bonne tenue du marché de la construction.

Le volume des ventes des grossistes en carburants et combustibles progresse encore nettement en 2005, de l'ordre de + 7 % grâce à l'augmentation du cours mondial du pétrole brut et à la forte demande en matières premières des pays émergents, dont la Chine. L'activité des grossistes en carburants et combustibles représente 20 % du chiffre d'affaires du secteur des **produits intermédiaires non agricoles**. Les ventes sont composées d'environ 50 % de carburants, 40 % de fioul domestique et 6 % de butane et propane. Le secteur du négoce de combustibles est essentiellement dominé par des filiales des quatre compagnies leader qui exploitent des raffineries en France. En deuxième lieu, on trouve des centrales d'achats spécialisées de la grande distribution alimentaire. Les distributeurs indépendants représentent la troisième catégorie d'opérateurs présents dans le négoce de combustibles. ■

Définitions

Selon la nomenclature d'activités française appliquée depuis le 1^{er} janvier 1993 le **commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles** comprend trois sous-secteurs :

- le commerce de gros de **combustibles** (51.5A) ;
- le commerce de gros de **produits pour l'installation de l'habitat**, qui comprend le commerce de gros de **bois et produits dérivés** (51.5E), le commerce de gros de **matériaux de construction et d'appareils sanitaires** (51.5F), le commerce de gros de **quincaillerie** (51.5H), et le commerce de gros de **fournitures pour plomberie et chauffage** (51.5J) ;
- le commerce de gros d'autres **produits intermédiaires**, comprenant le commerce de gros de **minerais et métaux** (51.5C), le commerce de gros de **produits chimiques** (51.5L), le commerce de gros d'autres **produits intermédiaires** (51.5N) et le commerce de gros de **déchets et débris** (51.5Q).

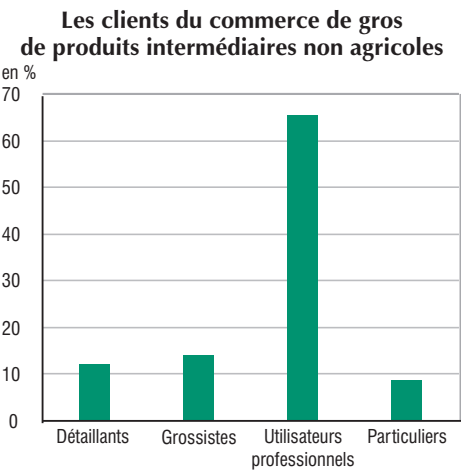
Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2005 », *Insee Première* n° 1079, mai 2006.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2003 », *Insee Résultats*, Économie n° 21, sur papier et cédérom, juin 2005.

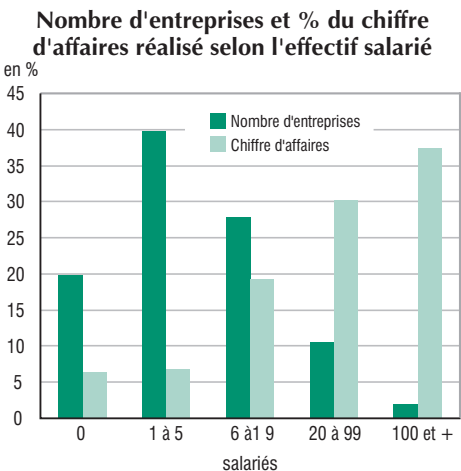
Les chiffres clés

	Nombre d'entre-prises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
Produits intermédiaires non agricoles	15 244	15	21,0	96 634	96,4	61,7	21,4	11,3
Commerce de gros de :								
combustibles	611	23	11,1	21 250	98,4	61,0	10,1	9,2
bois et produits dérivés	1 862	9	25,9	5 034	97,5	63,3	20,3	8,3
mat. de construction et d'appareils sanitaires	5 841	15	28,9	23 165	97,3	64,3	17,7	1,8
quincaillerie	1 190	20	35,6	5 039	98,3	56,3	28,7	2,6
fournitures pour plomberie et chauffage	1 074	19	30,1	4 717	98,	71,4	16,4	2,7
minerais et métaux	900	25	14,6	14 289	95,2	68,7	29,8	25,5
produits chimiques	2 217	13	19,7	16 538	92,1	57,1	30,7	21,1
autres produits intermédiaires	1 378	9	21,1	5 935	96,9	50,8	33,9	11,9
déchets et débris	171	4	11,5	667	96,6	46,8	18,5	29,5

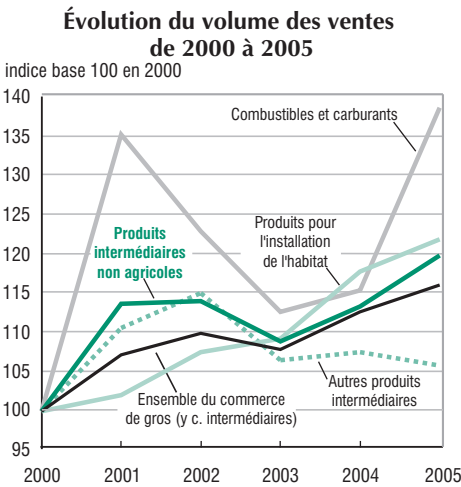
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).



Source : Insee, comptes du commerce.

Les plus grandes entreprises

par ordre alphabétique

DYNEFF SA
EGEDIS
PÉCHINEY TRADING FRANCE
SHV GAS SUPPLY TRADING
THÉVENIN DUCROT DISTRIBUTION
TOTAL OUTRE-MER
TOTALGAZ SNC
URBAINE DES PÉTROLES
USINOR AUTO
WOREX SNC

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

2.9 Biens d'équipement professionnel

Le **commerce de gros d'équipement professionnel** compte près de 28 000 entreprises en 2003. Il réalise *105 milliards d'euros* de chiffre d'affaires et emploie environ *310 000 personnes*. Ces entreprises représentent en nombre 22 % des entreprises du commerce de gros (y compris intermédiaires du commerce) et réalisent environ 19 % du chiffre d'affaires du secteur.

Le volume des ventes du commerce de gros des biens d'équipement professionnel progresse de 4,9 % en 2005, après une hausse de 9,2 % en 2004. Sa croissance est de 6,2 % en rythme annuel moyen sur les cinq dernières années. La croissance des ventes d'équipement professionnel est plus rapide que celle de l'ensemble du commerce de gros qui progresse de 3,2 % en 2005 et de 3,1 % en moyenne sur les cinq dernières années.

Le commerce de gros de machines de bureau et matériel informatique regroupe le commerce de gros d'**ordinateurs**, d'**équipements informatiques périphériques** et de **progiciels** et le commerce de gros des **autres machines et équipements de bureau**. En 2005, les ventes des ordinateurs augmentent de 6,3 % après une hausse de 12,7 % en 2004, alors que la composante autres machines et équipements de bureau augmente de 4,4 % en 2005 et de 7,9 % en 2004.

L'activité du commerce de gros de machines de bureau et matériel informatique est

soutenue par le commerce de détail avec une demande forte des ménages en ordinateurs, notamment grâce à la diffusion des ordinateurs portables, du haut débit et du WI-FI. Inversement, la demande des entreprises en produits informatiques tend à ralentir.

Les entreprises du commerce de gros d'équipement professionnel sont principalement des petites et moyennes structures : près de 90 % des entreprises ont moins de 20 salariés. Cependant, les plus grosses, c'est-à-dire celles ayant au moins 20 salariés (environ 10 % des entreprises), réalisent près des trois quarts du chiffre d'affaires de ce secteur.

Le commerce international joue un rôle important dans cette activité. En effet, une partie de la production nationale en biens d'équipement est commercialisée à l'exportation par l'intermédiaire de ces grossistes. Ainsi plus de 15 % de leurs ventes sont réalisées à l'exportation. Parmi les activités les plus exportatrices, on trouve le commerce de gros de **fournitures et équipements industriels divers** (équipements aéronautiques) dont le taux d'exportation atteint 31%. Par ailleurs, la satisfaction des besoins en biens d'équipement pour les entreprises françaises passe en partie par des importations dont les grossistes se font le relais : près de 30 % des achats de ces derniers concernent des produits importés. ■

Définitions

Selon la nomenclature d'activités française (NAF) appliquée depuis le 1^{er} janvier 1993 et révisée le 1^{er} janvier 2003, le **commerce de gros d'équipement professionnel** comprend 10 sous-secteurs : le commerce de gros de **machines-outils** (51.8A), le commerce de gros d'**équipement pour la construction** (51.8C), le commerce de gros de **machines pour l'industrie textile et l'habillement** (51.8E), le commerce de gros d'**ordinateurs**, d'**équipements informatiques périphériques** et de **progiciels** (51.8G), le commerce de gros d'**autres machines et équipements de bureau** (51.8H), le commerce de gros de **composants et d'autres équipements électroniques** (51.8J), le commerce de gros de **matériel électrique** (51.8L), le commerce de gros de **fournitures et équipements industriels divers** (51.8M), le commerce de gros de **fournitures et équipements divers** pour le commerce et les services (51.8N), et le commerce de gros de **matériel agricole** (51.8P).

Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2005 », *Insee Première* n° 1079, mai 2006.
- « Le commerce en 2004 », *Insee Première* n° 1023, juin 2005.

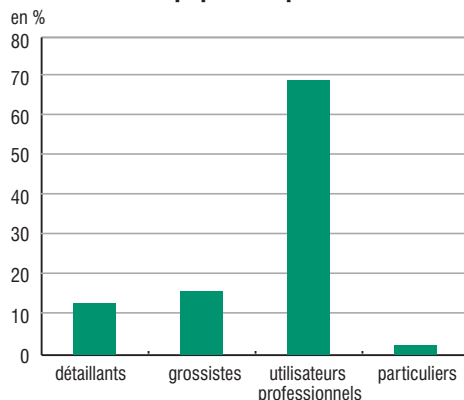
Biens d'équipement professionnel 2.9

Les chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Personnes occupées par entreprise	Taux de marge commerciale (%)	Chiffre d'affaires HT (M€)	Ventes/ chiffre d'affaires (%)	Entreprises qui investissent (%)	Importations/ achats de marchandises (%)	Exportations/ ventes de marchandises (%)
Biens d'équipement professionnel	27 729	11	23,0	105 461	92,1	53,6	29,5	15,2
Commerce de gros de :								
ordinateurs, équipements informatiques	4 794	10	15,0	22 960	89,5	47,5	23,7	5,7
périphériques et progiciels	1 643	14	28,7	6 140	86,2	53,1	41,2	5,2
autres machines et équipements de bureau	879	6	29,3	1 612	94,1	47,6	58,7	8,3
machines-outils	1 156	14	21,9	5 395	88,9	59,5	45,8	12,7
équipement pour la construction	120	6	30,9	170	93,7	61,7	36,7	15,6
machines pour l'ind. textile et l'habillement	3 045	10	23,9	11 745	89,5	46,7	50,7	15,3
composants et autres équipem. électroniques	1 186	26	27,3	9 475	97,9	55,6	13,6	8,7
matériel électrique	8 352	11	24,4	31 776	92,9	54,8	27,9	30,6
fournitures et équipements industriels divers	3 453	7	35,0	5 693	94,5	51,9	32,5	12,7
fourniture et équip. divers pour com. et serv.	3 101	12	20,0	10 496	96,1	66,8	21,1	3,5
matériels agricoles								

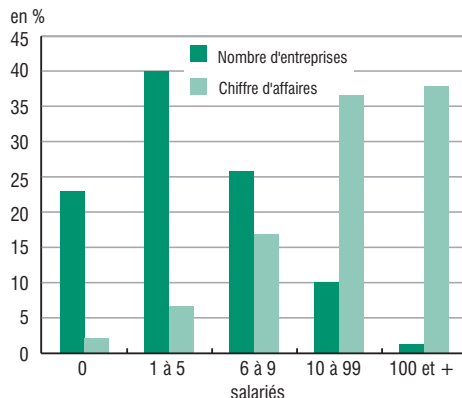
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Les clients du commerce de gros de biens d'équipement professionnel



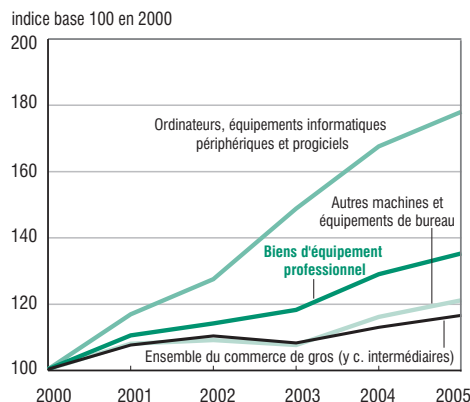
Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Nombre d'entreprises et % du chiffre d'affaires réalisé selon l'effectif salarié



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Évolution du volume des ventes de 2000 à 2005



Source : Insee, comptes du commerce.

Les plus grandes entreprises

par ordre alphabétique

BERGERAT MONNOYEUR

DELL

HEWLETT-PACKARD FRANCE

INGRAM MICRO

LEGRAND SNC

SCC SA

SIEMENS S.A.S

SOC AVSA

TECH DATA FRANCE

XEROX

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

2.10 Matériel informatique et machines de bureau

Au sein du secteur des biens d'équipement professionnel, le secteur du commerce de gros de machines de bureau et matériel informatique regroupe les grossistes en **ordinateurs, équipements informatiques, périphériques** et **progiciels** et les grossistes en **machines et équipements de bureau**.

Fin 2003, on dénombre près de 6 400 grossistes en machines de bureau et matériel informatique. Ces entreprises emploient environ 70 400 personnes. Ces emplois sont concentrés pour 65 % dans les grandes entreprises de plus de 20 salariés, alors que moins de 10 % des entreprises du secteur ont 20 salariés et plus. Le chiffre d'affaires du secteur est de 29 milliards d'euros en 2003, soit 5 % du chiffre d'affaires total du commerce de gros. Près de 80 % de ce chiffre d'affaires est réalisé par les grandes entreprises de 20 salariés et plus.

Les ventes d'ordinateurs constituent presque les deux tiers du chiffre d'affaires du secteur et les ventes de machines de bureau (imprimantes, photocopieurs) et de pièces détachées 14 %. Les grossistes de ce secteur ont développé des activités annexes : entretien, maintenance, réparation, conseil et formation (10 % du chiffre d'affaires), qui accompagnent les ventes de produits à fort contenu technologique. L'activité de ce secteur est sensible à l'évolution de l'investissement en informatique des entreprises et à l'évolution de la demande des ménages. Or la demande intérieure et étrangère en équipements informatiques diminue après la période d'expansion de la fin des années quatre-vingt-dix. Plus précisément, l'investissement des entreprises se réduit tandis que la demande des particuliers reste très

soutenue. Le chiffre d'affaires en valeur du secteur a cru fortement jusqu'en 2000 et reste relativement stable depuis. Ces évolutions en valeur s'accompagnent de baisses de prix, parfois très fortes, qui se traduisent par une hausse des volumes traités par ces grossistes. Cette hausse est toutefois moins élevée à partir de 2000. Les baisses tarifaires imposées par les constructeurs de matériels informatiques pèsent sur la croissance de l'activité des négociants, d'autant plus que la demande des entreprises progresse modestement.

En 2003, les ventes de marchandises des entreprises du secteur ont généré 4 milliards de marges commerciales. Ces dernières représentent en moyenne 18 % du montant des ventes. Ce taux de marge, qui a été fortement réduit ces dernières années, est à présent parmi un des plus bas pratiqués dans le commerce de gros non alimentaire.

Les exportations représentent 5 % du chiffre d'affaires des commerçants en gros de machines et matériel informatique. Plus de 30 % des entreprises réalisent des ventes à l'exportation. Inversement, 26 % des entreprises de ce secteur sont importatrices et ces importations représentent près de 27 % du total des achats de marchandises. Ce secteur est, selon ce critère, un des tous premiers secteurs importateurs du commerce de gros.

En 2003, l'investissement du secteur s'élève à presque 270 millions d'euros. Il est essentiellement réalisé par les grandes entreprises : 90 % du montant de l'investissement total du secteur est le fait des entreprises de 20 salariés et plus. ■

Définitions

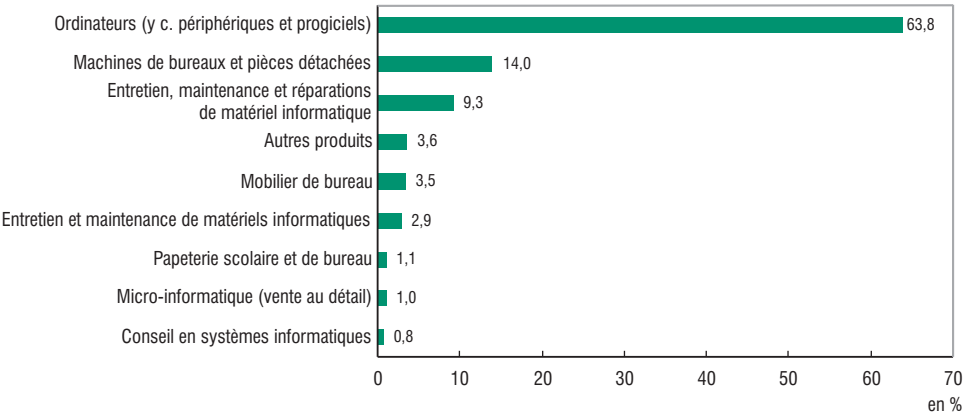
Selon la nomenclature d'activités française (NAF) appliquée depuis le 1^{er} janvier 1993 et révisée le 1^{er} janvier 2003, le commerce de gros de matériel informatique et matériel de bureau comprend deux sous-secteurs : le commerce de gros d'**ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques** et de **progiciels** (51.8G) et le commerce de gros d'autres **machines et équipements de bureau** (51.8H).

Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2005 », *Insee Première* n° 1079, mai 2006.
- « Le secteur français des technologies de l'information et de la communication », chiffres clés Sessi, hors-série, 2005.

Matériel informatique et machines de bureau 2.10

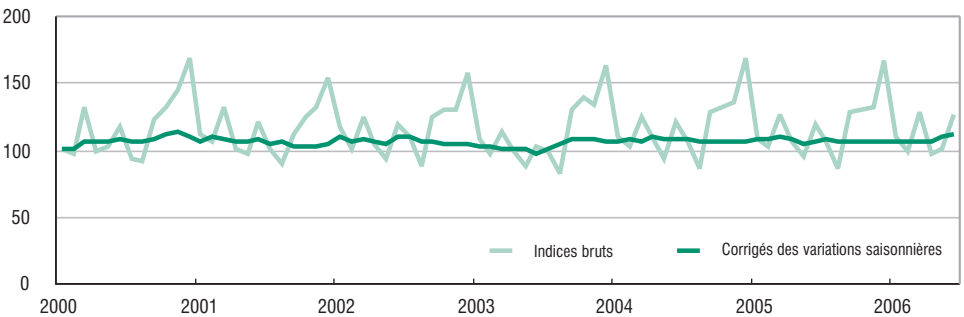
Répartition du chiffre d'affaires par produits



Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).

Évolution du chiffre d'affaires mensuel en valeur

indice base 100 en 2000



Source : Insee, indices mensuels de chiffre d'affaires.

Ventes de marchandises et production

	Ventes de marchandises HT (M€)	Production de biens et services HT (M€)
1997	19210	3880
1998	23230	3695
1999	24780	3937
2000	27460	4178
2001	28600	4291
2002	26240	4078
2003	25230	nd

Source : Insee, comptes du commerce.

Les plus grandes entreprises

par ordre alphabétique

COMPUTACENTER FRANCE
DELL
EPSON FRANCE SA
HEWLETT-PACKARD FRANCE
INGRAM MICRO
LEXMARK INTERNATIONAL SAS
NEC COMPUTERS FRANCE
SCC S
TECH DATA FRANCE
XEROX

Source : Insee, enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (2003).